

Recherches sociographiques



Pierre FORTIN, *Chômage, inflation et régulation de la conjoncture au Québec*

Ronald G. Bodkin

Volume 22, Number 3, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055960ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055960ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bodkin, R. G. (1981). Review of [Pierre FORTIN, *Chômage, inflation et régulation de la conjoncture au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 427–428.
<https://doi.org/10.7202/055960ar>

Pierre FORTIN, *Chômage, inflation et régulation de la conjoncture au Québec*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1980, viii+144p. (« Accent Québec ».)

Cette œuvre excellente nous vient de la plume de Pierre Fortin, un des jeunes économistes les plus marquants du Canada. La qualité supérieure du livre n'est donc pas surprenante ; ce qui l'est, c'est l'usage d'une présentation purement verbale des idées compliquées de la théorie macroéconomique. Bien sûr, le modèle mathématico-statistique y est sous-jacent, mais la présentation est bien compréhensible au non-spécialiste.

Passons au contenu du livre. Le premier chapitre est principalement introductif, et il faut avouer que mon résumé y emprunte un peu. Déjà Fortin insiste sur le contexte nord-américain de la conjoncture québécoise (suivant ainsi l'œuvre exemplaire du grand Albert Faucher, auquel le livre est dédié).

Le deuxième chapitre discute principalement les grands objectifs de la politique économique ; dans son *Premier exposé annuel*, en 1964, le Conseil économique du Canada en avait énuméré cinq : le plein emploi, la stabilité « raisonnable » des prix, la croissance économique rapide, une balance des paiements viable et une juste répartition des revenus. Compte tenu de la discussion de la politique macroéconomique du chapitre 5, il apparaît que Fortin interpréterait le mot « raisonnable » comme faisant référence à la performance des principaux partenaires du Canada dans le commerce international, tandis que la référence à une juste répartition des revenus comporterait une dimension régionale, surtout à propos du taux de chômage. D'un examen rapide de l'histoire de la conjoncture canadienne ressort un dilemme historique : en général (*i.e.*, sauf la stagflation actuelle), on ne se ressent pas simultanément des problèmes de l'inflation et du chômage. Naturellement, on est toujours davantage concerné par le problème de l'heure.

Le chapitre 3 analyse les sources du chômage au Québec (et ailleurs). Le problème québécois à cet égard est particulièrement sévère, en partie pour des causes tout à fait naturelles (comme une variation saisonnière qui est très prononcée), mais aussi à cause de mauvaises politiques, telles que le salaire minimum. Aux pages 45 et 46, Fortin écrit : « Un salaire minimum élevé risque même de rater l'objectif premier qu'on lui fixe généralement, soit l'amélioration du revenu des familles à faibles revenus. » (Étant donné cette constatation, avec laquelle je suis parfaitement d'accord, on se demande pourquoi Fortin ne préconise pas l'abrogation du salaire minimum, au moins pour les jeunes, sur lesquels il pourrait avoir les effets nocifs maximaux.) L'auteur distingue aussi plusieurs genres de chômage : le chômage conjoncturel, le chômage structurel, le chômage déguisé, et le chômage « naturel » (en deçà duquel l'inflation s'accélère). Encore ici, le dilemme que nous avons entrevu dans l'alinéa précédent ressort : « L'un des problèmes les plus fondamentaux que pose notre époque à la gestion conjoncturelle de l'économie est que la baisse du chômage obtenue par une demande globale vigoureuse relance l'inflation bien avant que celui-ci n'ait atteint son niveau structurel pratiquement incompressible à court terme et socialement plus tolérable. » (P. 26.) Fortin estime que le taux structurel est actuellement de 5.5% pour le Québec et 4.5% pour le Canada, tandis que le taux non accélérationniste est évalué à 8% pour le Québec et 6.5% pour le Canada. Un autre thème de ce chapitre est que la concordance entre les fluctuations conjoncturelles, au Québec et ailleurs en Amérique du nord, n'est pas parfaite, ce qui donne lieu à la possibilité d'un taux de chômage régional qui serait plus satisfaisant que la performance moyenne historique.

Le chapitre 4 discute le problème de l'inflation au Québec, avec les relations pour la détermination des salaires, la formation des prix, et le rôle des moyens de paiement (la monnaie) comme fondements théoriques de cette dynamique. On y discute les causes, les coûts sociaux, et les conséquences de l'inflation. En résumé, l'inflation serait une sorte de maladie sociale, où les anticipations ou attentes d'inflation jouent un rôle capital. Fortin préconise la stabilisation du taux de change vis-à-vis le dollar américain. Cette recommandation est basée sur l'observation qu'il est très difficile d'avoir une meilleure performance, en ce qui concerne la stabilité des prix, au Canada qu'ailleurs en Amérique du nord, bien qu'on puisse y faire facilement pire, comme l'histoire

économique des années soixante-dix le démontre pleinement. On peut donc soulever la question : l'Amérique du nord est-elle une zone monétaire idéale ? Fortin ne va pas aussi loin, mais ses arguments pourraient être pris (avec une juste mesure) pour appuyer une telle position. Un autre point controversé est la discussion (pp. 94-95) de l'inflation par les coûts. Si on pense que les arguments de l'auteur sont valides (et le recenseur le croit), alors pourquoi ne pas utiliser une politique d'impôt des revenus pour essayer de contrecarrer ce phénomène ? Il me semble que Fortin est un peu trop cavalier en écartant une telle politique, qui pourrait nous donner de l'aide supplémentaire importante face à un dilemme difficile et enraciné.

Le chapitre 5 explique la portée de la politique conjoncturelle (monétaire et budgétaire) au Canada, tandis que le chapitre 6 en « régionalise » la discussion. On y discute un tas de questions intéressantes, telles que le principe de la prudence face à l'incertitude, les délais ou retards associés avec une action spécifique de la politique macroéconomique, le budget fédéral vis-à-vis le budget du secteur public global, et des réformes fiscales pour financer une plus grande décentralisation du côté des dépenses de la politique budgétaire. Fortin conteste qu'on doive utiliser les outils majeurs de la politique macroéconomique dans les domaines où, à la Mundell, ils ont leurs avantages comparatifs. Il prétend que la politique monétaire possède un avantage comparatif par rapport au taux de change ou à la stabilité des prix, que la politique budgétaire nationale possède son avantage comparatif vis-à-vis le taux de chômage global, et que la politique budgétaire régionale possède son avantage comparatif par rapport au taux de chômage régional. Cependant, si on pense que la politique monétaire serrée (*tight money*) peut engendrer des taux d'intérêt élevés qui se répercutent à leur tour sur le prix des biens et services finals par la voie des coûts d'intérêt (comme Fortin l'avoue à propos des impôts élevés), alors l'avantage comparatif de la politique monétaire pour combattre l'inflation est moins évident.

Le chapitre 7 résume la discussion entière, surtout dans les six propositions à la fin du livre. Le point de vue est peut-être mieux résumé par cette citation à la fin du chapitre 5 : « On ne peut cependant analyser soigneusement le rendement canadien et québécois dans la régulation de la conjoncture sans être convaincu qu'il est possible de faire mieux à l'avenir. » (P. 117.)

Le jugement d'excellence n'implique nullement que le livre soit parfait. J'y ai trouvé cinq défauts, aucun qui soit majeur. Premièrement, Ford n'était pas le président des États-Unis en 1979 (p. 9, note 13) ; il y a là évidemment coquille. Deuxièmement, la remarque (p. 67) que « [...] l'inflation [...] engendre une perte collective de revenu et de production [...] » me semble très douteuse, à moins qu'on ne considère l'hyperinflation actuelle (des taux annuels de 50% ou plus). Il est vrai que l'inflation engendre de vives tensions sociales ainsi que des coûts psychiques associés à l'incertitude accrue ; mais il n'y a pas évidence convaincante (à mon avis), que l'inflation actuelle engendre des pertes de production physique, du moins à court terme. Troisièmement, la traduction (ou, peut-être, la re-traduction) en anglais (p. 87) de l'expression « maladie sociale » (pour faire référence à l'inflation) par « *social malady* » est trop mécanique et manque la force d'humour de l'expression originale, *social disease*. Quatrièmement, Fortin dit (p. 105) qu'il « n'existe pas encore d'analyse analogue de la qualité des prévisions de sources canadiennes », alors que le recenseur lui-même (en association avec les six co-auteurs) en a publié une au printemps 1979, dans la revue *Journal of Post Keynesian Economics* ! Finalement, le chiffre 17 dans la note 6 (page 126) devrait être 16 car il n'y a pas de tableau 17 dans ce livre.

Malgré ces petits défauts, cette œuvre est un bijou. Le spécialiste peut en tirer matière à réflexion valable. L'étudiant et le non-spécialiste y trouveront des éclaircissements sur un sujet difficile et compliqué, et d'ailleurs sans se donner un mal extraordinaire.

Ronald G. BODKIN

Département de science économique,
Université d'Ottawa.